



Mission régionale d'autorité environnementale

Auvergne-Rhône-Alpes

**Décision de la mission régionale d'autorité environnementale
après examen au cas par cas
relative à la révision du Plan Local d'Urbanisme de la commune de
Sainte-Catherine
(Rhône)**

Décision n°2017-ARA-DUPP-00311

Décision du 6 avril 2017
après examen au cas par cas
en application des articles R.104-28 et suivants du code de l'urbanisme

La mission régionale d'autorité environnementale Auvergne-Rhône-Alpes du conseil général de l'environnement et du développement durable,

Vu la directive 2001/42/CE du Parlement européen et du Conseil du 27 juin 2001 relative à l'évaluation des incidences de certains plans et programmes sur l'environnement, notamment son annexe II ;

Vu le code de l'urbanisme, notamment ses articles L104-1 à L104-8 et R104-1 à R104-33 ;

Vu le décret n° 2015-1229 du 2 octobre 2015 modifié relatif au Conseil général de l'environnement et du développement durable ;

Vu l'arrêté du 12 mai 2016 portant approbation du règlement intérieur du conseil général de l'environnement et du développement durable ;

Vu l'arrêté du 12 mai 2016 portant nomination des membres des missions régionales d'autorité environnementale du Conseil général de l'environnement et du développement durable (MRAe) ;

Vu la décision prise par la mission régionale d'autorité environnementale Auvergne-Rhône-Alpes dans sa réunion du 14 mars 2017 portant exercice de la délégation prévue à l'article 17 du décret n° 2015-1229 du 2 octobre 2015 sus-cité ;

Vu la demande enregistrée sous le n°2017-ARA-DUPP-00311, déposée par Monsieur le maire de Sainte-Catherine le 10/02/2017, relative à la révision du plan local d'urbanisme (PLU) de sa commune ;

Vu la contribution de la direction départementale des territoires du Rhône en date du 31 mars 2017 ;

L'agence régionale de santé ayant été consultée en date du 3 mars 2017 ;

Considérant que l'objectif principal affiché du porteur de projet est notamment de rendre compatible le PLU de la commune de Sainte-Catherine avec le schéma de cohérence territoriale (SCoT) de l'Ouest Lyonnais ainsi qu'avec le programme local de l'habitat (PLH) de la communauté de commune du pays mornantais ;

Considérant, en ce qui concerne la gestion économe de l'espace :

- la volonté affichée des porteurs de projet de privilégier la densification de l'enveloppe urbaine du centre bourg ;
- que le projet vise la construction de 4 logements par an avec une densité affichée comprise entre 20 et 25 logements/ha, correspondant à une surface totale consommée d'environ 2ha ;

Considérant que les zones naturelles d'intérêt écologiques faunistiques et floristiques (ZNIEFF) de type I de la commune, constituant des réservoirs de biodiversité, correspondant aux « Vallon du Bozançon » et « Ruisseau de la Platte et ses abords », sont classées en zone naturelle ;

Considérant qu'une étude géotechnique relative au risque de glissement/mouvement de terrain est annoncée ; que le dossier de demande précise qu'elle sera annexée au PLU et que ses conclusions seront reprises dans le rapport de présentation, ;

Considérant qu'au regard de l'ensemble des éléments fournis par le pétitionnaire et des connaissances disponibles à ce stade, le projet de révision du plan local d'urbanisme de la commune de Sainte-Catherine n'est pas de nature à justifier la réalisation d'une évaluation environnementale.

DÉCIDE :

Article 1^{er}

Sur la base des informations fournies par la personne publique responsable, la procédure de révision du PLU de la commune de Sainte-Catherine (Rhône), objet de la demande n°2017-ARA-DUPP-00311, n'est pas soumise à évaluation environnementale.

Article 2

La présente décision ne dispense pas des autorisations administratives et autres avis auxquels le projet de document d'urbanisme peut-être soumis par ailleurs.

Article 3

En application de l'article R104-33 du code de l'urbanisme, la présente décision sera mise en ligne et jointe au dossier d'enquête publique ou autre procédure de consultation du public.

Pour la mission régionale d'autorité environnementale
Auvergne-Rhône-Alpes,
par délégation,



Pascale HUMBERT

Voies et délais de recours

La présente décision peut faire l'objet d'un recours gracieux formé dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa mise en ligne sur internet.

La décision soumettant à évaluation environnementale peut également faire l'objet d'un recours contentieux formé dans les mêmes conditions. Le recours contentieux doit être formé dans un délai de deux mois à compter de la notification ou de la publication de la décision, ou dans un délai de deux mois à compter du rejet du recours gracieux.

La décision dispensant d'évaluation environnementale ne constitue pas une décision faisant grief mais un acte préparatoire ; elle ne peut faire l'objet d'un recours contentieux. Comme tout acte préparatoire, elle est susceptible d'être contestée à l'occasion d'un recours dirigé contre la décision approuvant le projet.

Où adresser votre recours ?

- Recours gracieux

Monsieur le Président de la mission régionale d'autorité environnementale d'Auvergne-Rhône-Alpes
DREAL Auvergne-Rhône-Alpes
siège de Clermont-Ferrand
7 rue Léo Lagrange
63033 Clermont-Ferrand cedex 1

- Recours contentieux

Monsieur le Président du tribunal administratif de Clermont-Ferrand
6 cours Sablon
CS 90129
63033 Clermont-Ferrand cedex 1